

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT
Genève

RAPPORT 2006 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

DEUXIÈME PARTIE: Développer les capacités productives CHAPITRE 7



NATIONS UNIES
New-York et Genève, 2006

Les contraintes qui pèsent sur la demande

Chapitre

7

A. Introduction

Le phénomène qu'est le développement des capacités productives ne saurait être bien perçu sans prendre en compte les contraintes liées à la demande aussi bien que les contraintes liées à l'offre. Les deux chapitres précédents se sont concentrés sur ces dernières, en examinant les insuffisances, tant quantitatives que qualitatives, des infrastructures physiques dans les PMA, ainsi que certaines des faiblesses institutionnelles déterminantes qui font peser des contraintes sur l'investissement, les apprentissages technologiques et l'innovation. Mais, même en supposant résolus les problèmes liés à l'offre, le développement des capacités productives continuera de subir des contraintes en l'absence de stimuli émis par la demande qui incitent à l'accumulation de capital et au progrès technologique. Les décisions d'investir dans l'expansion d'une capacité physique de production sont enracinées dans l'attente raisonnable d'une croissance des marchés. De même, les décisions que prennent les entrepreneurs de consacrer du temps et de l'argent à un apprentissage technologique sont basées sur la rente attendue d'une innovation qui devrait accroître leur part de marché existante, et le cas échéant aussi créer de nouveaux marchés.

Comme il a été noté précédemment, l'existence de capacités productives ne fait que générer la potentialité d'une production et d'une croissance. Le fait que cette potentialité se réalise ou non dépend du fait que les capacités productives sont effectivement utilisées ou non. Or cela dépend du stimulus de la demande. Dans les situations où une demande effective fait défaut, les capacités productives existantes seront sous-utilisées. Par ailleurs, lorsque les capacités productives sont sous-utilisées, les incitations à leur développement ultérieur seront peu vigoureuses. Le développement soutenu des capacités productives ne se produit qu'en présence d'un cercle vertueux dans lequel le développement de ces capacités et la croissance de la demande se renforcent mutuellement.

Lancer et soutenir cette interaction entre la croissance de la demande et le développement des capacités productives est particulièrement difficile dans les PMA. La pauvreté généralisée et persistante fait que les marchés nationaux n'offrent que des perspectives limitées pour une production de masse efficace. Les marchés extérieurs sont certes en croissance, mais les entrepreneurs locaux ne disposent habituellement pas des capacités, des infrastructures ou des institutions qui leur permettraient d'y avoir accès, ou bien, dans les secteurs d'activité dans lesquels ils ont de réelles possibilités, ils doivent affronter une concurrence féroce. En conséquence, les ressources et les capacités productives dans les PMA demeurent sous-utilisées. C'est là encore un élément du piège de la pauvreté auquel les pays très pauvres se trouvent pris.

Bien que la toute première génération des économistes du développement se soit bien rendu compte de l'influence des insuffisances de la demande effective sur le potentiel de développement, le rôle concret de la demande dans les processus de croissance économique a depuis été négligé. C'est pourquoi la littérature est très limitée en ce qui concerne le rôle de la demande dans le

Le phénomène qu'est le développement des capacités productives ne saurait être bien perçu sans prendre en compte les contraintes liées à la demande aussi bien que les contraintes liées à l'offre.

La pauvreté généralisée et persistante fait que les marchés nationaux n'offrent que des perspectives limitées pour une production de masse efficace.

développement des pays très pauvres. Dans cette perspective, le présent chapitre traitera de ce sujet de manière à la fois préliminaire et partielle: on cherchera à parvenir à une meilleure compréhension des éléments constitutifs de la demande, et aussi des contraintes que subit celle-ci dans les PMA.

Le présent chapitre est divisé en trois sections principales. À la section B est évaluée l'importance relative des cinq facteurs de base de la demande – la consommation privée, l'investissement, les dépenses de consommation publiques, les exportations et les importations – pour un échantillon de PMA dans la période 1993-2003. Il en ressort que c'est la demande intérieure qui apporte la plus grande contribution à la croissance économique dans presque tous les PMA. Mais il y a également une corrélation forte entre la croissance des exportations et la croissance économique. À la section C, l'attention est plus étroitement focalisée sur la demande intérieure et s'attache aux liaisons intersectorielles. On examinera en particulier comment la croissance des revenus agricoles peut constituer un stimulus important pour l'investissement dans l'industrie manufacturière et les services dans les pays très pauvres. Ces liaisons avec la croissance agricole sont l'un des mécanismes les plus importants par lesquels la croissance de la demande et le développement des capacités productives peuvent être associés en un cercle vertueux dans les PMA. La section D prolonge l'analyse en examinant pourquoi les exportations sont elles aussi importantes. On traitera de la question dans la perspective de la demande, en examinant la mesure dans laquelle la croissance d'un groupe de PMA a pu subir des contraintes du fait de la situation de leur balance des paiements au cours des 25 dernières années. L'analyse portera également sur la contribution que les flux et transferts de capitaux ont représentée pour financer les déficits de compte courant, et permettre ainsi de satisfaire la demande intérieure pour ce qui est de sa composante de produits d'importation. Enfin à la section E sont récapitulés les principaux points traités dans ce chapitre.

Il est nécessaire de souligner que tous les éléments de la demande sont fortement interdépendants, et en particulier qu'ils comportent tous un élément d'importations, de sorte que la vitesse à laquelle peuvent croître la dépense de consommation privée, l'investissement et la dépense de consommation du gouvernement dépend en grande partie de la vitesse de croissance des exportations.

B. L'importance relative des différents éléments de la demande

Dans la présente section sont identifiés, pour un groupe choisi de PMA, les éléments de la demande qui ont servi de moteur à la croissance économique. Sont ensuite mis en lumière les complémentarités entre chacun des éléments de la demande et l'impact déterminant des exportations sur la croissance économique actuelle.

L'identité macroéconomique classique ($Y = C + I + G + X - M$, où Y est la demande globale ou PIB, C est la consommation privée, I est l'investissement, G correspond aux dépenses de consommation publiques (ou «du gouvernement»), X représente les exportations et M les importations) est utilisée ici pour identifier quels éléments de la demande ont le plus contribué à la croissance économique d'un groupe choisi de PMA¹. Il est nécessaire de souligner que tous les éléments de la demande sont fortement interdépendants, et en particulier qu'ils comportent tous un élément d'importations, de sorte que la vitesse à laquelle peuvent croître la dépense de consommation privée, l'investissement et la dépense de consommation du gouvernement dépend en grande partie de la vitesse de croissance des exportations². Il importe en outre de ne pas perdre de vue que lorsque l'on manie des équations comptables il ne faut pas chercher de rapport de causalité unidirectionnelle entre le produit ou le résultat et ses facteurs ou éléments.

TABLEAU 55. CONTRIBUTION DES ÉLÉMENTS DE DEMANDE^a AUX TAUX DE CROISSANCE ANNUELS RÉELS MOYENS DU PIB DANS CERTAINS PMA, 1993-2003

	Taux de croissance ^b (%)						Facteur de pondération ^c						Contribution des éléments de demande ^d							
	(1)						(2)						(3)							
	Y	C	I	G	X	M	C/Y	I/Y	G/Y	X/Y	M/Y	Y	C	I	G	X	M	DD	NE	
													a	b	c	d	e	a+b+c	d-e	
Mozambique	8,1	1,6	15,2	6,2	18,0	4,0	0,8	0,3	0,1	0,2	0,4	100	15,7	51,6	6,9	44,3	18,5	74,2	25,8	
Rwanda	7,0	4,8	8,6	6,8	11,4	0,8	0,9	0,2	0,1	0,1	0,3	100	61,4	18,0	11,4	12,3	3,1	90,8	9,2	
Cambodge	6,5	4,4	12,7	8,0	20,7	14,9	0,9	0,2	0,1	0,4	0,5	100	57,6	30,2	6,2	121,9	115,8	93,9	6,1	
Bénin	5,2	2,2	16,2	8,0	1,4	3,8	0,8	0,2	0,1	0,1	0,2	100	30,7	66,3	16,3	3,4	16,7	113,3	-13,3	
Bangladesh	5,1	3,5	9,3	5,2	10,9	7,1	0,8	0,2	0,1	0,1	0,2	100	52,7	39,4	4,6	26,0	22,6	96,6	3,4	
Sénégal	4,9	1,2	10,0	7,3	7,2	1,8	0,7	0,2	0,1	0,3	0,3	100	15,8	32,5	20,3	40,8	9,4	68,5	31,5	
Éthiopie	4,7	2,1	6,4	15,7	11,4	7,9	0,8	0,2	0,2	0,1	0,2	100	34,2	19,5	51,8	28,1	33,6	105,5	-5,5	
Rép.-Unie de Tanzanie	4,5	1,5	3,4	11,5	4,2	0,9	0,8	0,2	0,2	0,2	0,3	100	25,2	15,3	49,4	16,6	6,5	89,9	10,1	
Burkina Faso	4,4	3,9	10,5	-1,4	2,7	4,3	0,8	0,2	0,1	0,1	0,2	100	68,9	47,5	-3,2	4,7	17,9	113,2	-13,2	
Mauritanie	4,2	4,5	11,5	5,0	-2,8	3,7	0,7	0,2	0,2	0,3	0,4	100	76,8	59,1	18,3	-19,1	35,1	154,2	-54,2	
Togo	4,3	5,1	9,0	1,1	3,5	5,6	0,7	0,2	0,1	0,4	0,4	100	81,3	32,2	2,8	31,2	47,5	116,3	-16,3	
Gambie	3,6	1,9	2,3	5,2	2,9	0,5	0,8	0,2	0,1	0,5	0,6	100	42,1	11,8	15,1	39,1	8,1	69,0	31,0	
Malawi	3,0	4,2	-12,8	1,0	3,1	-0,1	0,9	0,2	0,2	0,3	0,5	100	132,1	-71,1	6,8	30,8	-1,4	67,9	32,1	
Madagascar	2,6	2,9	7,1	2,7	3,4	7,6	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	100	93,0	34,8	8,3	22,8	58,9	136,1	-36,1	
Zambie	2,0	-0,7	9,8	-2,0	5,1	2,1	0,7	0,2	0,1	0,4	0,4	100	-23,1	85,3	-12,1	88,2	38,3	50,1	49,9	
Moyenne	4,7	2,9	8,0	5,4	6,9	4,3	0,8	0,2	0,1	0,2	0,3	100	51,0	31,5	13,5	32,7	28,7	96,0	4,0	

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CD ROM.

- a Y = PIB; les éléments de la demande sont les suivants: C = consommation privée, I = investissement, G = dépenses publiques, X = exportations et M = importations.
b Les pays sont classés par ordre décroissant de taux de croissance réel annuel moyen du PIB.
c Les facteurs de pondération sont calculés en divisant chaque élément, exprimé en monnaie locale à valeur constante, par le PIB.
d Les valeurs sont calculées en multipliant le taux de croissance de chaque élément du PIB par son facteur de pondération et en normalisant leur somme à 100.

Le tableau 55 classe 15 PMA par ordre décroissant en fonction de leur taux annuel moyen de croissance du PIB réel dans la période 1993-2003. Il indique également les contributions comptables de C, I, G, X et M à la croissance économique. Le tableau indique les taux de croissance de chacune des composantes de la demande (section 1); les coefficients de pondération, définis comme la part de chaque composante de la demande dans le PIB (section 2); et la contribution de chacune des composantes de la demande à la croissance du PIB (section 3), qui ressort de l'effet combiné des taux de croissance et des facteurs de pondération respectifs.

Si l'on considère les pays dans leur ensemble, on voit qu'en moyenne c'est la consommation privée qui pèse le plus lourd (79 %), suivie des importations (34 %), des exportations (23 %), de l'investissement (17 %) et de la dépense de consommation du gouvernement (12 %). La composante de la demande qui présente le taux de croissance annuel moyen le plus élevé pour le groupe de PMA considéré est l'investissement (7,9 %), suivi des exportations (6,8 %) et de la dépense de consommation du gouvernement (5,3 %). C'est la consommation privée qui accuse la croissance la plus faible. Les pays qui ont la croissance la plus rapide présentent généralement aussi une croissance rapide de l'investissement et des exportations. Le taux de croissance de l'investissement et des exportations est élevé au Mozambique, au Rwanda, au Cambodge, au Bangladesh et en Éthiopie. Ces pays sont des exemples du lien vertueux qui peut exister entre les deux éléments exogènes de la demande que sont l'investissement et les exportations. En revanche, dans d'autres pays où la croissance de l'investissement a été forte mais où les exportations n'ont progressé que lentement, la croissance économique n'a pas été du tout aussi nette, par exemple pour ce qui est du Burkina Faso, de la Mauritanie, du Togo, de Madagascar et de la Zambie. C'est au Togo que la consommation privée s'est

Les pays qui ont la croissance la plus rapide présentent généralement aussi une croissance rapide de l'investissement et des exportations.

Dans les PMA où la croissance de l'investissement a été forte mais où les exportations n'ont progressé que lentement, la croissance économique n'a pas été du tout aussi nette.

accrue le plus rapidement (5,1 % par an), avec ensuite le Rwanda (4,8 %), la Mauritanie (4,5 %) et le Cambodge (4,4 %).

Si l'on considère la contribution de chacun des éléments de la demande à la croissance du PIB, il apparaît que celui dont la contribution à cette croissance est la plus élevée est la consommation privée (51 %), suivie des exportations (33 %) et de l'investissement (31 %), ce en moyenne. Ces résultats reflètent le poids des différents éléments de la demande ainsi que leurs taux de croissance respectifs.

Le tableau 56 classe les pays en fonction de la contribution des deux éléments les plus importants dans la croissance du PIB sur l'ensemble de la période 1993-2003, et pour les deux sous-périodes, à savoir 1993-1998 et 1998-2003. La consommation privée et l'investissement ont été les facteurs les plus importants dans la majorité des pays – qui ne sont pas pour autant les meilleurs au classement des vitesses de croissance. La consommation privée et l'investissement ont été les forces motrices principales pendant les deux sous-périodes au Bangladesh, au Burkina Faso, à Madagascar et en Mauritanie. Pour aucun autre pays, les deux mêmes éléments de demande n'ont été le moteur principal pour chacune des trois périodes considérées. Mais, pour l'ensemble de la longue période, on constate que l'investissement et les exportations ont

TABLEAU 56. CLASSEMENT DES PMA EN FONCTION DE LA CONTRIBUTION D'ÉLÉMENTS DE LA DEMANDE À LA CROISSANCE DU PIB: 1993-2003, 1993-1998 ET 1998-2003

Contribution, des deux éléments les plus importants de la demande à la croissance du PIB	1993–2003	1993–1998	1998–2003
C, I	Bangladesh Burkina Faso Madagascar Rwanda Mauritanie Togo	Bangladesh Burkina Faso Madagascar Rwanda Mauritanie	Bangladesh Bénin Burkina Faso Madagascar Mauritanie
I, C	Bénin	Bénin	Gambie
I, X	Mozambique Zambie	Mozambique	Zambie
X, I	Sénégal	Zambie	Cambodge Mozambique Togo
X, C	Cambodge	Zambie Sénégal	
C, X	Gambie Malawi	Cambodge Malawi Togo	
C, G	Éthiopie Rép.-Unie de Tanzanie	Éthiopie Rép.-Unie de Tanzanie	Rwanda
G, C			Malawi
G, I			Sénégal
G, X			Éthiopie Rép.-Unie de Tanzanie

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED sur la base du tableau 55.

Notes: Les pays ont été groupés en fonction des deux principaux éléments de la demande contribuant à la croissance de leur PIB. C représente la consommation privée, I l'investissement, G les dépenses de consommation du gouvernement et X les exportations.

été le moteur principal au Mozambique, en Zambie et au Sénégal; les exportations et la consommation privée sont venues au premier plan au Cambodge, en Gambie et au Malawi; enfin, la dépense de consommation privée et la dépense de consommation publique l'ont emporté en Éthiopie et en République-Unie de Tanzanie.

Il n'apparaît pas de profil systématique de la contribution des différents éléments de demande à la croissance du PIB des PMA qui ont connu la croissance la plus rapide dans la période considérée. Pour ce qui est des six pays qui ont connu la croissance du PIB la plus forte au cours de la période complète, la croissance économique du Rwanda et du Bangladesh a été emmenée par la consommation privée, tandis que la composante investissement a joué le rôle principal au Bénin et au Mozambique, les exportations ayant été le principal moteur pour ce qui est du Cambodge et du Sénégal.

Une autre manière de subdiviser le PIB, à savoir en demande intérieure et exportations nettes, montre que la part de la demande intérieure dans le PIB est plus grande que la part des exportations nettes en termes de contribution à la croissance économique (voir tableau 55)³. En effet, la part de la demande intérieure a été supérieure de 50 % dans tous les pays. Pour les pays qui ont enregistré la croissance du PIB la plus élevée pendant la période de référence 1993-2003 (Mozambique, Rwanda, Cambodge et Bénin) la majeure partie de la croissance provient des éléments de demande intérieure. Pour neuf PMA sur 15, la demande intérieure progresse plus vite que les exportations nettes. Néanmoins, il serait fallacieux de supposer que cela signifie que les exportations ne comptent pas en tant qu'élément formateur de la demande. Cela tient au fait que la notion d'exportations nettes maquille la contribution que les exportations (et les recettes en devises) apportent à la croissance économique: si par exemple les exportations et les importations s'équilibrent, les exportations nettes sont nulles, ce qui peut faire dire qu'il n'y a aucune contribution à la croissance économique de la part des exportations, mais les exportations sont néanmoins nécessaires pour payer la part d'importations incluse dans la demande intérieure.

Si l'on prend les pays dans leur ensemble, on constate qu'en moyenne la part de la consommation privée dans le PIB est la plus haute (79 %), suivie par les importations (34 %), les exportations (23 %), l'investissement (17 %) et la dépense de consommation du gouvernement (12 %). La composante de demande qui présente le taux de croissance le plus élevé, en moyenne, est l'investissement (7,9 %), suivi par le taux de croissance des exportations (6,8 %) et celui de la dépense de consommation du gouvernement (5,3 %). C'est la consommation privée qui s'est le moins accrue.

Pour récapituler, c'est la demande intérieure qui a le plus contribué à la croissance du PIB dans la majorité des PMA considérés. Cela était prévisible puisque la part des éléments de demande intérieure dans le PIB est plus grande que celle des exportations. Mais il apparaît que cette croissance élevée de la demande intérieure est également associée à une croissance forte des exportations. Cela est particulièrement vrai pour ce qui est de l'investissement, et l'on ne s'en étonnera pas puisque la part des importations dans l'investissement dans la plupart des PMA est élevée. Six des sept pays qui ont la croissance la plus rapide voient leurs investissements et leurs exportations manifester une croissance plus rapide que leur PIB – à savoir le Mozambique, le Rwanda, le Cambodge, le Bangladesh, le Sénégal et l'Éthiopie.

*Pour neuf PMA sur 15,
la demande intérieure
progresse plus vite
que les exportations nettes.*

*C'est la demande intérieure
qui a le plus contribué
à la croissance du PIB
dans la majorité
des PMA considérés.*

C. Liens entre croissance agricole, emploi et réduction de la pauvreté

Les tendances de la demande intérieure sont étroitement corrélées à ce qui se produit dans le secteur agricole, ainsi qu'à la nature des liaisons entre l'agriculture et le reste de l'économie.

Dans les pays où la part de l'agriculture dans le PIB et dans l'emploi total est importante, les tendances de la demande intérieure sont étroitement corrélées à ce qui se produit dans le secteur agricole, ainsi qu'à la nature des liaisons entre l'agriculture et le reste de l'économie. Ces liaisons sont déterminantes pour une croissance économique soutenue (Fei et Ranis, 1997). Du côté de l'offre, la croissance de la productivité agricole est particulièrement importante dans les pays très pauvres pour accroître l'épargne intérieure et aussi pour assurer des approvisionnements adéquats en produits alimentaires bon marché. Mais les liaisons côté demande qui résultent de la croissance agricole sont également un mécanisme important qui stimule le développement des industries manufacturières locales et des services locaux (Bhaduri et Skarstein, 2003). Ces liaisons intersectorielles peuvent avoir un rôle catalytique et servir de mécanisme d'incitation qui peut déterminer une séquence de décisions d'investissement et mobiliser des capacités entrepreneuriales latentes dans les PMA. Elles peuvent également contribuer à faire que la croissance économique élargisse sa base et soit davantage une croissance solidaire.

Dans les premiers textes portant sur les liens, l'agriculture était réputée avoir des liens intersectoriels amont et aval très faibles. Comme Hirschman (1958, p. 109 et 110) a pu le dire, «l'agriculture est assurément à mettre au pilori pour son incapacité de générer des stimuli induisant l'éclosion de nouvelles activités par effet de liaison; à cet égard, la supériorité du secteur manufacturier est écrasante». Mais la recherche empirique qui a suivi a conduit à nuancer cette opinion.

Injecter 1 dollar de plus dans le revenu agricole accroît potentiellement le revenu total de l'économie locale – outre ce dollar initial – de 1,88 dollar additionnel au Burkina Faso, de 1,48 dollar en Zambie, de 1,24 à 1,48 dollar dans deux régions différentes du Sénégal, et de 0,96 dollar au Niger.

Vogel (1994: 143-144) a montré que «i) aux bas niveaux de développement, l'agriculture présente des liaisons amont fortes avec les activités de production non agricole; ii) aux bas niveaux de développement, la liaison dominante dans l'effet multiplicateur vers l'amont est celle qu'établissent les dépenses des ménages ruraux pour l'achat de produits non agricoles et qu'autorisent les augmentations du revenu agricole; enfin iii) la liaison amont entre extrants et intrants agricoles se renforce au fur et à mesure du processus de développement». Ce constat repose sur l'analyse de 27 matrices de comptabilité sociale empruntées à des pays présentant différents niveaux de développement. Dans les pays à faible revenu, chaque dollar dépensé par l'agriculture génère 2,75 dollars de demande induite de produits intermédiaires et services non agricoles, et 70 % de cet effet en amont sont imputables à la demande des ménages ruraux de biens de consommation et de services. Les recherches effectuées en Afrique montrent également que l'accroissement du revenu des ménages qui est imputable aux accroissements de la production et des revenus agricoles – du fait du changement technologique, de prix plus favorables ou de la baisse du coût des intrants – est en grande partie consacré à l'achat de biens agricoles ou non agricoles qui ne sont pas marchands, comme des aliments périssables, des services de proximité et des produits non agricoles d'origine locale. Injecter 1 dollar de plus dans le revenu agricole accroît potentiellement le revenu total de l'économie locale – outre ce dollar initial – de 1,88 dollar additionnel au Burkina Faso, de 1,48 dollar en Zambie, de 1,24 à 1,48 dollar dans deux régions différentes du Sénégal, et de 0,96 dollar au Niger (Delgado, Hopkins et Kelly, 1998, xii). La réalisation de ce potentiel dépend de l'élasticité de la réponse à l'offre d'activités non marchandes.

Mellor (2000) a vu dans cet effet de liaison à la demande qu'exerce la croissance agricole un facteur central pour la réduction de la pauvreté. Comme il le dit sobrement: «1) La réduction de la pauvreté s'opère en grande partie par un accroissement de l'emploi dans la production de biens non marchands; 2) les revenus agricoles en croissance sont la principale source de demande de biens ou services non marchands; et 3) relever la masse cumulative des revenus agricoles suppose des dépenses substantielles dans le secteur public pour faciliter les changements technologiques, la spécialisation et l'intensification qui sont des facteurs générateurs de revenu» (p. 3). Dans cette perspective, la croissance agricole est un facteur direct de réduction de la pauvreté parce que l'agriculture est le secteur où sont actifs la grande majorité des pauvres, et elle constitue en outre généralement une activité à forte intensité de main-d'œuvre. Mais la raison la plus importante pour laquelle l'agriculture est importante pour réduire la pauvreté est que l'accroissement du revenu agricole détermine une demande accrue de biens non agricoles et non marchands qui sont eux aussi à forte intensité de main-d'œuvre. Cette demande intervient principalement dans le secteur non agricole rural et dans les petites localités.

La réduction de la pauvreté, argumente Mellor, exige la croissance de l'emploi en dehors du secteur agricole proprement dit parce que l'agriculture elle-même va vraisemblablement perdre des effectifs. Mais c'est la demande agricole qui stimule à la fois l'investissement et l'esprit d'entreprise qui vont générer cet emploi. Cependant les effets multiplicateurs de la croissance agricole sur l'emploi non agricole dans le domaine des produits non marchands dépendent du degré d'inégalité du revenu dans le secteur agricole. Plus l'inégalité de revenu est grande, plus les revenus agricoles croissants seront dépensés en produits d'importation et en biens à forte intensité de capital (et d'autant moins en biens non agricoles, non marchands, à forte intensité de main-d'œuvre), et par conséquent moins il y aura de croissance de l'emploi et de réduction de la pauvreté.

Ce modèle, qui veut que la croissance agricole induise la croissance de l'emploi dans les secteurs locaux de l'industrie et des services dans les zones rurales et les petites localités, s'applique fort bien aux PMA⁴. La recherche empirique au Bangladesh suggère que ce mécanisme a été au centre du processus par lequel la croissance économique s'est traduite en un recul de la pauvreté par le biais de la génération d'emplois plus productifs (Osmani *et al.* 2003; Osmani, 2005). Toutefois, dans la plupart des PMA, l'insuffisance de la demande de l'agriculture se traduit par de faibles liens intersectoriels, d'où une situation du marché du travail telle que décrite dans le chapitre 4.

Les travaux de recherche au Bangladesh commencent par examiner quels sont les secteurs qui ont le plus contribué à l'accélération de la croissance qui s'est produite au Bangladesh dans les années 90. Les deux sous-secteurs économiques dont la croissance a été la plus rapide sont ceux des pêches et des produits manufacturés, tous deux étant des secteurs d'exportation. Toutefois les secteurs qui ont contribué le plus à l'amélioration du taux de croissance au Bangladesh dans les années 80 et 90 sont ceux des biens non marchands. Comme le formule Osmani (2005: 59), «[d]ans l'ensemble, entre les deux tiers et les trois quarts de la croissance incrémentielle des années 90 a pris son origine dans les secteurs non marchands – principalement les services, la construction et la petite industrie». L'analyse montre également que «l'accélération du secteur non marchand ne peut s'expliquer par une amélioration autonome de la productivité dans ce secteur. Une explication plus plausible serait un stimulus plus robuste envoyé par la demande extérieure au secteur considéré lui-même, en particulier en raison du

L'accroissement du revenu agricole détermine une demande accrue de biens non agricoles et non marchands qui sont eux aussi à forte intensité de main-d'œuvre.

Plus les revenus agricoles croissants seront dépensés en produits d'importation et en biens à forte intensité de capital (et d'autant moins en biens non agricoles, non marchands, à forte intensité de main-d'œuvre), moins il y aura de croissance de l'emploi et de réduction de la pauvreté.

Les secteurs qui ont contribué le plus à l'amélioration du taux de croissance au Bangladesh dans les années 80 et 90 sont ceux des biens non marchands.

sous-emploi généralisé dans le secteur, qui doit le rendre particulièrement réactif aux stimuli provenant de la demande» (p. 60).

La question qui se pose ensuite est la suivante: quelles ont été les sources des stimuli de la demande pour la croissance de biens et services non marchands au Bangladesh? Trois sources ont été distinguées. La première est la croissance phénoménale du secteur de la confection. Les travailleurs de ce secteur manufacturier sont les plus pauvres parmi les ouvriers industriels et leurs modes de consommation pourraient ainsi donner une impulsion significative à la demande de production de biens non marchands. La deuxième impulsion éventuelle pourrait avoir été le renforcement rapide des rapatriements de salaires bangladais. La troisième serait la croissance de la production agricole et des revenus correspondant à l'expansion coordonnée de l'utilisation des intrants agricoles dans les années 90. Lorsqu'il ventile les sources des stimuli envoyés par la demande entre l'accroissement de la production végétale, l'activité du secteur de la confection et les transferts financiers de l'étranger entre 1986-1987 et 1997-1998, Osmani (2005) constate que c'est la production de cultures qui envoie le stimulus le plus fort pour provoquer la croissance de biens et services non marchands, suivie de la croissance dans le secteur textile, puis les rapatriements de salaires. En effet, la stimulation de la demande sous l'effet de l'accroissement de la production de cultures a été équivalente aux effets cumulés des deux autres facteurs.

Des différences importantes sont également à observer dans la structure de la croissance de l'emploi au Bangladesh entre les années 80 et les années 90. Dans les années 80, les transferts de main-d'œuvre se sont surtout opérés en direction du secteur rural non agricole, avec la création d'emplois indépendants à très faible productivité. Les années 90 se sont caractérisées par une croissance plus rapide des entreprises de taille relativement plus grande dans le secteur rural non agricole, à la fois plus productives et absorbant davantage de main-d'œuvre salariée. Les travailleurs ruraux pauvres ont trouvé là de meilleures perspectives de s'assurer un emploi salarié stable au lieu de rivaliser en activités indépendantes à petite échelle de très faible rentabilité. Cette mutation a joué un rôle important dans le recul de la pauvreté au Bangladesh. Osmani *et al.* (2003) résument le phénomène associant croissance et baisse de la pauvreté qui s'est produit dans les années 90 comme suit: «Une croissance plus rapide a permis aux entreprises non agricoles d'accroître le volume de leurs activités, ce qui a modifié la structure de l'économie du secteur rural non agricole avec davantage d'entreprises de taille relativement grande. Ce changement structurel a modifié à son tour la structure de l'absorption de main-d'œuvre dans le secteur, et l'emploi salarié est devenu plus abondant avec la constitution de grandes entreprises.» (p. 26). Toutefois le faible niveau éducatif, la rareté des actifs corporels et le manque d'accès aux infrastructures physiques agissent comme autant de freins à l'ascension dans la hiérarchie de l'emploi salarié.

Le Bangladesh n'est pas un cas unique. Les travaux récents sur la croissance au bénéfice des pauvres qui cherchent à comparer les tendances de la croissance et de la pauvreté au Viet Nam et au Burkina Faso dans les années 90 discernent au Viet Nam des mécanismes analogues à ceux qui ont opéré au Bangladesh (Bernabè et Krsti, 2005). En revanche, au Burkina Faso, c'est la faiblesse du stimulus de la demande qui apparaît être le facteur critique qui a fait obstacle à l'absorption productive de main-d'œuvre hors du secteur agricole.

S'attachant à la période 1993-1998, Bernabè et Krsti (2005) expliquent le succès du Viet Nam en termes de croissance et de réduction de la pauvreté

comme suit: «D'abord, un accroissement généralisé de la productivité de la main-d'œuvre agricole combiné à une forte demande, intérieure et étrangère, pour les produits de l'activité agricole, des gains accrus pour la majorité des pauvres et une demande intérieure stimulée de biens non agricoles produits par les pauvres. En second lieu, un accroissement de la productivité du travail informel (faiblement qualifié) combiné à une croissance de la demande, intérieure et étrangère, de biens et services du secteur informel, qui génère des perspectives d'amélioration des rémunérations pour les travailleurs du secteur agricole. Enfin, la hausse des rémunérations non agricoles qui a stimulé la demande de biens et services agricoles, instaurant un cercle vertueux de croissance et de recul de la pauvreté.» (p. 37). Dans ce processus, bien que les taux élevés de croissance économique aient été induits par les exportations accrues d'articles manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre, la réduction de la pauvreté s'est principalement faite par la hausse des revenus agricoles et l'expansion de la demande de biens et services non marchands.

Un caractère notable des tendances de l'emploi au cours de cette période a été «la déstructuration massive de l'emploi non agricole» (p. 17). Pourtant dans le même temps s'est produite «une baisse du taux de sous-emploi, en particulier dans les secteurs dans lesquels les pauvres trouvent à s'employer» (p. 18). Les revenus dans le secteur de l'économie structurée ont augmenté plus rapidement que les revenus informels, reflétant des gains importants de productivité. Mais il y a également eu augmentation, en termes réels, des revenus du secteur informel, en partie sous l'effet de gains de productivité, mais pour l'essentiel en raison de l'accroissement de la demande de produits du secteur informel. Dans le secteur agricole, la tendance a évolué au profit des produits à plus forte valeur ajoutée et en direction d'un emploi plus intensif. Ces facteurs ont eu une incidence déterminante sur la réduction directe de la pauvreté – les deux tiers des travailleurs qui sont sortis de la pauvreté ont conservé un emploi agricole ou sont entrés dans ce secteur dans la période 1993-1998. Cependant, la hausse des revenus de l'activité informelle n'a pas été sans relation avec le stimulus envoyé par la demande qui est résulté de la hausse globale des revenus agricoles. En outre, certaines marchandises industrielles produites dans les circuits informels ont trouvé des débouchés à l'exportation et ainsi l'accroissement de la demande d'exportation de produits manufacturés au Viet Nam a renforcé le stimulus de la demande, qui a lui-même dynamisé les activités du secteur informel.

Contrairement au schéma de croissance et de recul de la pauvreté observé au Viet Nam, un passage à des cultures de plus grande valeur s'est opéré au Burkina Faso, mais il n'a été le fait que d'un petit groupe de producteurs, et la grande majorité des agriculteurs produisant des cultures vivrières n'ont rencontré qu'une demande intérieure atone, et pratiquement aucune demande étrangère pour leurs produits. Les gains de productivité les plus nets se sont produits dans le secteur du coton. La production vivrière a crû. Mais la demande intérieure a été limitée par la faiblesse numérique de la population urbaine et par des revenus urbains réels en baisse. Il n'y a par ailleurs eu quasiment aucune demande étrangère de produits vivriers, qui sont effectivement non marchands. Comme les revenus agricoles ont stagné, il n'y a guère eu de stimuli résultant de la demande de biens et services non agricoles, et la demande de produits non agricoles marchands a elle aussi été faible. Ainsi «tandis que le réservoir de main-d'œuvre informelle s'enflait dans le secteur de services, il ne s'est pas accompagné d'un accroissement de la demande. En conséquence, bien que la progression de l'emploi ait généré une croissance de la production, la productivité et les salaires ont baissé, déterminant une augmentation du taux de pauvreté dans le secteur des services.» (p. 38).

Les activités du secteur informel ne sont pas nécessairement de simples moyens de survie. Le facteur critique qui détermine l'accroissement des revenus dans le secteur informel est le stimulus de la demande.

Il existe la possibilité que les importations de produits agricoles freinent la croissance du secteur agricole local. Une situation de cet ordre peut en effet mettre à mal les interactions positives entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie, y compris les liaisons positives liées à la demande.

Les exportations comptent elles aussi pour beaucoup parce que la croissance économique et la pleine utilisation des capacités productives subissent les contraintes de la balance des paiements.

À partir de cette analyse il devient possible de percevoir plus clairement la problématique de l'absorption de la main-d'œuvre productive dans les PMA, qui a été examinée plus haut dans ce rapport. L'analyse exposée au chapitre 3 voit dans la baisse de la productivité de la main-d'œuvre non agricole une tendance largement répandue dans les PMA, tandis que le chapitre 4 montre que dans les économies à faible croissance le phénomène est associé aux marchés du travail urbains, dans lesquels la plupart des travailleurs sont employés dans des entreprises du secteur informel, avec des taux élevés de sous-emploi. Les cas du Bangladesh et du Viet Nam montrent qu'en termes de perspectives de revenu, les activités du secteur informel ne sont pas nécessairement de simples moyens de survie, mais peuvent tout aussi bien être porteuses de croissance. Toutefois, le facteur critique qui détermine l'accroissement des revenus dans le secteur informel est le stimulus de la demande. Par ailleurs, la source principale du stimulus de la demande est la croissance de la productivité agricole. Ce schéma, dans lequel on constate le cercle vertueux qui veut que le stimulus de la demande induite par la croissance agricole induise à son tour l'investissement, l'entrepreneuriat et l'emploi dans des activités non agricoles, en particulier dans le secteur du non marchand, est susceptible d'être approprié pour beaucoup de PMA, et mérite d'être placé au centre des efforts visant à engager un processus plus inclusif de développement, propice à une réduction durable de la pauvreté.

Ce mécanisme de croissance et de réduction de pauvreté est influencé par le mode d'intégration dans l'économie globale. La possibilité de débouchés à l'exportation peut permettre une croissance agricole plus rapide que ce ne serait le cas si la production agricole était cantonnée au marché intérieur. Dans cette perspective, Mellor (2002) a pu arguer du fait que la mondialisation pourrait permettre des taux de croissance agricole de 4 à 6 % par an, contre 3 % qui semblait être le maximum pouvant être normalement réalisé dans le passé sur la base de la seule demande intérieure. Toutefois dans le même temps existe la possibilité que les importations de produits agricoles freinent la croissance du secteur agricole local. Une situation de cet ordre peut en effet mettre à mal les interactions positives entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie, y compris les liaisons positives liées à la demande dont il a été question plus haut. À cet égard, une tendance préoccupante est la multiplication des vagues d'accroissement d'importations vivrières dans les PMA, phénomène qui a été particulièrement évident dans les années 90 (voir encadré 20).

D. Croissance économique et contraintes de balance des paiements dans les PMA

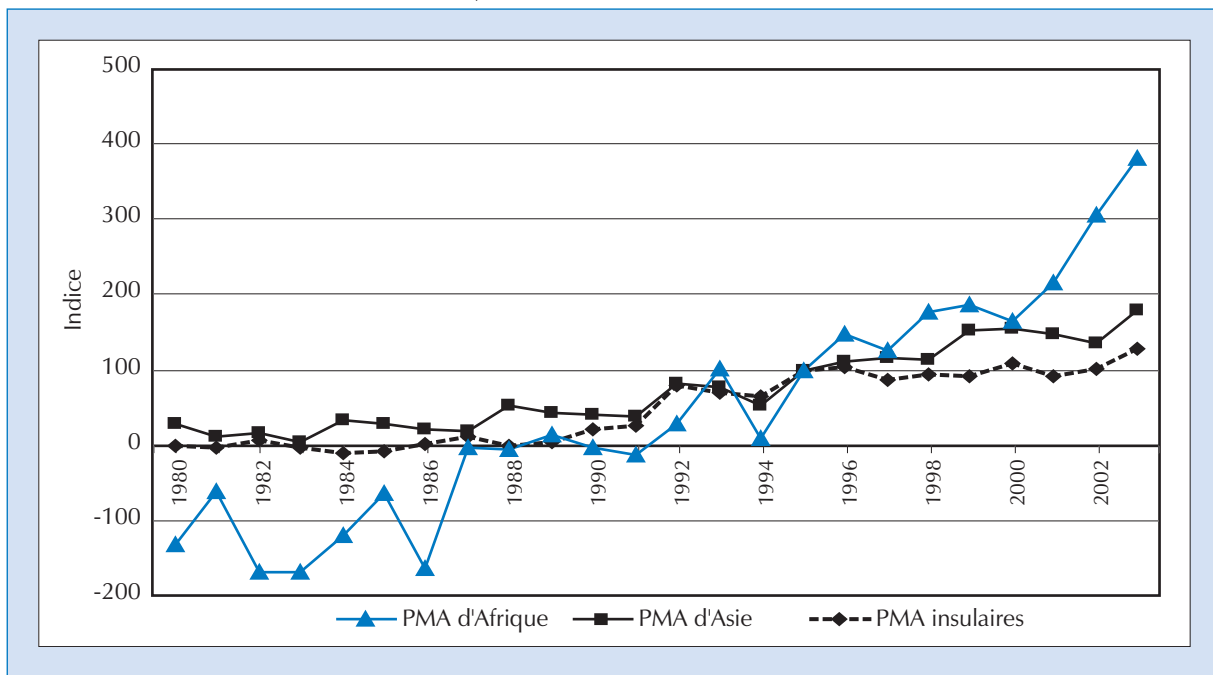
Il est évident que la demande intérieure est déterminante pour la croissance économique. Cependant les exportations comptent elles aussi pour beaucoup parce que la croissance économique et la pleine utilisation des capacités productives subissent les contraintes de la balance des paiements. L'observation empirique montre clairement qu'il y a conflit entre les choix de soutenir un taux de croissance accéléré du PIB et de préserver l'équilibre de la balance des paiements. La solution la meilleure consiste sans doute à améliorer la balance des paiements par le commerce, comme on le verra plus loin.

Comme il a été montré dans le *Rapport 2004 sur les pays les moins avancés*, les exportations peuvent jouer différents rôles à l'appui de la croissance économique, à savoir: a) gains d'efficacité statiques dus à une spécialisation en fonction d'une situation d'avantage comparatif acquis; b) utilisation accrue des

ENCADRÉ 20. VAGUES D'IMPORTATIONS ALIMENTAIRES DANS LES PMA

Les PMA importent actuellement plus de nourriture qu'ils n'en exportent. C'est particulièrement le cas des PMA africains. Alors que ces pays étaient exportateurs nets de produits alimentaires dans les années 80, au début des années 90 la situation s'est inversée et ils sont devenus importateurs nets de vivres. Leurs importations nettes se sont accrues selon un rythme régulier dans les années 90, mais, depuis 2000, la croissance des importations alimentaires s'est accélérée (voir le graphique 7 de l'encadré). Ce schéma ne se retrouve pas dans les PMA d'Asie, ni dans les PMA insulaires.

GRAPHIQUE 7 DE L'ENCADRÉ. IMPORTATIONS^a NETTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LES PMA, 1980-2003 (BASE: 1995 = 100)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après des données ONU COMTRADE.
a Importations de produits alimentaires moins exportations de produits alimentaires.

La méthodologie utilisée par la FAO (2002) a permis de calculer le nombre de vagues d'accroissement des importations de vivres par les PMA qui se sont produites dans les années 70, 80 et 90, et en 2000–2003. Une vague d'importations se définit comme une déviation positive de 20 % par rapport à une moyenne mobile sur cinq ans par produit et par pays. L'analyse a été appliquée à un choix de produits jugés être particulièrement représentatifs, à savoir blé, maïs, riz, viande bovine, viande de porc, volaille, lait, tomates, purée de tomates et sucre. Les chiffres montrent que le nombre des vagues d'importations a augmenté avec le temps et qu'elles sont devenues plus fréquentes dans les années 90 et, proportionnellement, plus encore en 2000–2003. Dans le cas de la viande de porc, des tomates et de la purée de tomates, 60 % du total des vagues d'importations se sont produites entre 1990 et 2003, et 50 % des vagues d'accroissement des importations de maïs et de volaille ont eu lieu au cours de la même période de 13 ans. Dans le cas du riz et du sucre, un peu plus de 40 % des accroissements massifs des importations de riz et de sucre se sont faites au cours des 13 dernières années (tableau 10 de l'encadré).

Les pays ont été affectés différemment par ces montées subites des importations de produits alimentaires. Globalement, les PMA africains ont été frappés par celles-ci plus souvent que leurs homologues d'Asie ou insulaires. Les PMA africains ont été particulièrement frappés dans leur production nationale de volaille au cours des 13 dernières années. Les importations de produits agricoles transformés ont aussi une incidence sur la production intérieure de denrées agricoles non transformées. Le cas de la purée de tomates dans les PMA africains est un exemple particulièrement parlant. Les importations de purée de tomates par les PMA africains ont manifesté un accroissement rapide à partir du milieu des années 90, tandis que la production locale de tomates stagnait. Les importations de riz non décortiqué suivent un schéma différent. Plutôt qu'une augmentation régulière des importations, on observe des pics qui reflètent probablement les effets des sécheresses et autres conditions météorologiques défavorables sur la production intérieure.

Encadré 20 (suite)

D'après les recherches récentes, les factures des importations alimentaires des pays en développement ont augmenté récemment sous l'effet i) de la dépréciation des taux de change, et ii) des quantités plus élevées de produits alimentaires importées sur une base commerciale plutôt que sous forme d'aide alimentaire (FAO, 2003). Les prix de nombreuses denrées ont par ailleurs augmenté simultanément dans la période 2000-2003. Plusieurs des produits représentés au tableau 10 de l'encadré sont aussi fortement subventionnés par les pays de l'OCDE. Il est aussi probable qu'il existe un rapport entre la libéralisation du commerce, qui a fait des percées profondes et rapides dans de nombreux PMA, et l'accroissement des importations alimentaires dans les pays où la production locale ne peut concurrencer les importations. À partir des épisodes de libéralisation identifiés dans le *Rapport 2004 sur les pays les moins avancés* (tableau 37, p. 186), pour 26 d'entre eux, il apparaît que la majorité des pays qui avaient libéralisé leurs échanges avant 2003 avaient accru leurs importations nettes de produits alimentaires pendant et au lendemain des épisodes de libéralisation (c'est le

TABLEAU 10 DE L'ENCADRÉ. NOMBRE DE VAGUES DE CROISSANCE DES IMPORTATIONS POUR CERTAINS PRODUITS DANS LES PMA, 1970-2003

Produits	Nombre de vagues de croissance des importations			Pays particulièrement frappés ^a
	1970-2003	1990-2003	2000-2003	
Riz	350	150	53	Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Madagascar, Mali, Central African, République centrafricaine, Rwanda
Sucre	350	155	44	Bénin, Burkina Faso, Chad, Madagascar, Malawi, République centrafricaine, Rép.-Unie de Tanzanie, Tchad
Maïs	345	181	64	Benin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Malawi, Mali, Mauritanie, Ouganda, Sierra Leone, Somalie, Togo, Yémen
Viande bovine	344	160	54	Cap-Vert, Guinée-Bissau, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Ouganda, Rwanda,
Blé	301	143	34	Angola, Bangladesh, Libéria, Niger
Lait	290	136	34	Cambodge, Ouganda, République démocratique populaire lao, Tchad
Viande de volaille	272	145	52	Libéria, Mauritanie, République centrafricaine
Viande de porc	210	124	43	République démocratique du Congo
Tomates	197	117	41	Cap-Vert, Libéria, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Togo
Purée de tomates	178	119	39	Burkina Faso

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED.

a Pays ayant enregistré un nombre de vagues de croissance des importations supérieur ou égal à 10.

cas de 11 pays sur 15), alors que la majorité de ceux qui sont encore en cours de libéralisation ont enregistré une baisse de leurs importations alimentaires nettes pendant la mise en place de leur politique de libéralisation (7 pays sur 11). Seule une minorité de PMA (4) a enregistré une baisse des importations alimentaires à la suite des phases de libéralisation. En outre, dans leur grande majorité, les pays étudiés ont connu une incidence annuelle accrue des vagues d'importations dans la période consécutive à la libéralisation par rapport à la période antérieure à la libéralisation.

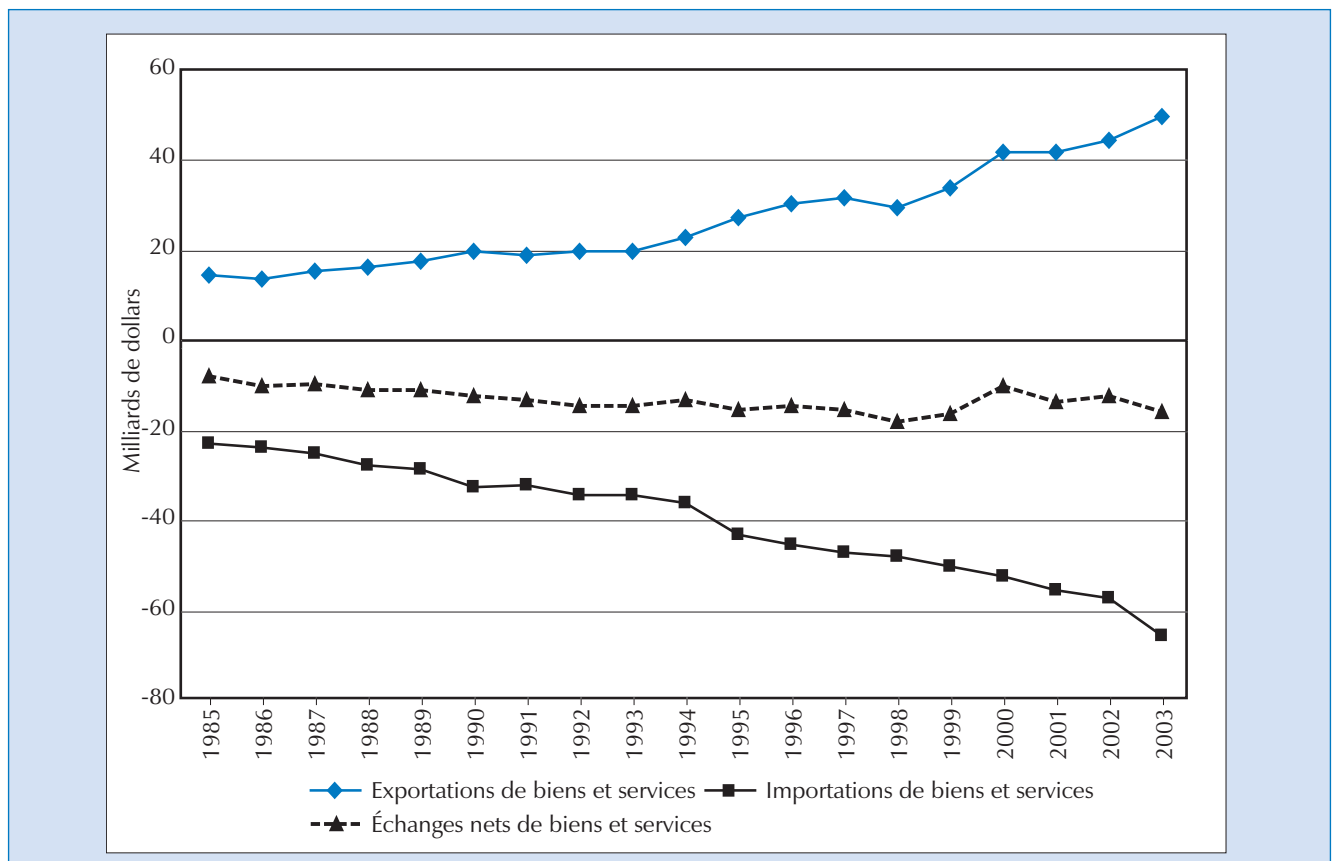
La plupart des denrées alimentaires pour lesquelles les PMA enregistrent des vagues d'accroissement des importations sont également produites localement. Mais même si elles ne sont pas exactement identiques à celles qui sont importées massivement, les denrées de production locale sont effectivement des produits de substitution potentiels, et ils peuvent être affectés négativement par les vagues de produits importés (CNUCED, 2004). Toutefois le rapport entre les vagues d'importations et la production nationale demeure complexe. La production intérieure de plusieurs de ces articles a baissé ou a ralenti dans la période 1990-2003. Mais il est difficile de dire avec certitude si la production baisse faute de pouvoir concurrencer les importations meilleur marché, ou si les importations répondent à une demande qui ne pouvait être satisfaite par une production locale en baisse. C'est là une question importante qui mérite d'être étudiée plus avant, car le phénomène pourrait se révéler critique pour l'efficacité des liaisons intersectorielles entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie dans les PMA.

capacités, qui advient si la demande externe permet d'exploiter des facteurs de production qui opéraient précédemment au ralenti; c) investissement accru dans le capital physique et humain, autorisé par une meilleure rentabilité de l'activité; et d) accroissement de la productivité par transfert de technologie ou gain d'efficacité du fait d'une exposition à la concurrence internationale. Cette approche, orthodoxe, prend pour hypothèse que la balance des paiements du pays s'équilibre toute seule, de sorte que le versant demande, dans l'économie, peut être négligé. Or dans la pratique, les effets des échanges sur les taux de change ne sauraient être ignorés, et on ne peut pas se permettre de faire comme si la balance des paiements était autocorrectrice. Ainsi les déséquilibres de la balance des paiements peuvent assurément devenir une contrainte pour une croissance économique pilotée par la demande si les déficits ne peuvent pas être financés.

Théoriquement, sur le long terme, aucun pays ne peut se développer plus rapidement qu'au taux correspondant à l'équilibre de la balance des transactions de compte courant, à moins de pouvoir financer des déficits toujours croissants par des injections de capitaux. C'est là l'idée qui sous-tend le modèle de croissance encadrée par les contraintes de balance des paiements (Thirlwall, 1979). L'expérience montre que la plupart des pays en développement voient leur demande subir les contraintes de la balance des paiements, même si pendant de courtes périodes la contrainte peut être levée par des apports de capitaux ou des transferts financiers²; mais on sait, d'expérience, que le ratio maximal du déficit courant par rapport au PIB qui

Ainsi les déséquilibres de la balance des paiements peuvent assurément devenir une contrainte pour une croissance économique pilotée par la demande si les déficits ne peuvent pas être financés.

GRAPHIQUE 53. EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET DÉFICIT COMMERCIAL POUR LES BIENS ET SERVICES DANS LES PMA, 1985-2003
(En milliards de dollars, courants)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2005*, CD-ROM.

ENCADRÉ 21. APPLICATION DU MODÈLE DE CROISSANCE SOUMISE À LA CONTRAINTE EXTÉRIURE DANS LES PMA

Tout pays a besoin de devises pour importer ce qui est indispensable à l'entretien du processus de croissance et de développement. La mesure dans laquelle les importations s'accroissent avec la croissance du PIB est indiquée par l'élasticité revenu de la demande d'importations (à prix relatifs constants). L'ordre de grandeur de l'élasticité revenu dépendra de la structure de la production, de la teneur en éléments importés de la demande finale, et du régime commercial en vigueur.

Il ne fait aucun doute, vu les chiffres, que pratiquement tous les PMA connaissent une pénurie de devises. Leurs déficits de compte courant et de balance des paiements en regard du PIB sont énormes, tandis que le taux de croissance de leur PIB est relativement modeste, et une quantité énorme de main d'œuvre potentielle en surnombre attend de trouver à s'employer. Souvent les biens d'équipement eux aussi sont sous-utilisés, faute de devises pour se procurer des pièces détachées. Il existe diverses manières de financer les importations: exportations, APD, apports d'IED, prêts privés, rapatriements de salaires, etc. Le cadre de la balance des paiements, y compris les transactions de compte courant et les transactions en capital, permet de cerner l'importance relative de ces éléments dans le financement des importations et dans le processus de croissance des PMA.

Le modèle, initialement élaboré dans Thirlwall (1979) et Thirlwall et Hussain (1982)¹, donne le résultat suivant:

$$y_B^* = \frac{(p_{dt} - p_{ft} - e_t)(1 + w_1\eta + \psi) + w_1\varepsilon(z) + w_2(c_t - p_{dt})}{\pi}$$

où y_B^* est le taux de croissance d'un pays dans une situation d'équilibre global de la balance des paiements (flux et transferts de capitaux y compris); p_{dt} est le taux de variation des prix intérieurs; p_{ft} est le taux de variation des prix étrangers; et e_t est le taux de variation du taux de change (mesuré comme le prix en monnaie locale d'une unité de devise); z est la croissance du revenu mondial; $(c_t - p_{dt})$ est la croissance des flux entrants de capitaux réels qui permettent à la croissance des importations de dépasser la croissance des exportations; η est l'élasticité prix de la demande d'exportations, qui sera négative ($\eta < 0$) parce qu'une hausse du prix relatif des exportations réduira la demande d'exportation; ψ est l'élasticité prix de la demande d'importations, qui sera négative ($\psi < 0$) parce qu'une hausse des prix des importations réduira la demande d'importation; ε est l'élasticité revenu de la demande d'exportations, qui sera positive ($\varepsilon > 0$) parce qu'une élévation du revenu mondial mènera à un accroissement de la demande de biens s'il s'agit de biens « normaux »; π est l'élasticité revenu de la demande d'importations, qui sera positive ($\pi > 0$) parce qu'un accroissement du revenu intérieur est en partie dépensé en importations; et w_1 et w_2 , sont respectivement les parts des exportations et des flux et transferts de capitaux dans le revenu total qui servent à payer la facture des importations, compte tenu que $w_1 + w_2 = 1$.

Vu que globalement la balance des paiements doit être à l'équilibre, il ressort de cette équation que le taux de croissance de tout pays peut être ventilé en quatre composantes:

1. La croissance des exportations, déterminée par les conditions de la demande mondiale et par l'interaction des changements des prix relatifs et de l'élasticité prix de la demande d'exportations, à savoir $[w_1\eta(p_{dt} - p_{ft} - e_t) + w_1\varepsilon(z)]/\pi = w_1x/\pi$, où x est la croissance des exportations;
2. La contribution des flux et transferts réels de capitaux, à savoir $w_2(c_t - p_{dt})/\pi$ (qui peut être ventilée en sous éléments comme la croissance de l'APD nette, les apports nets d'IED, les prêts privés nets, les rapatriements de salaires, etc. chacun des sous éléments étant pondéré en lui appliquant un coefficient correspondant à sa part dans le total des flux et transferts de capitaux);
3. L'effet « pur » des termes de l'échange, à savoir $(p_{dt} - p_{ft} - e_t)/\pi$; et
4. Un résidu déterminé par l'interaction des changements des prix relatifs et de l'élasticité prix de la demande d'importations, à $[(p_{dt} - p_{ft} - e_t)\psi]/\pi$.

Le modèle complet a été appliqué à 18 PMA sur diverses périodes comprises entre 1975 et 2003². Le tableau 10 de l'encadré résume les résultats pour chacun des pays de l'échantillon. La colonne 1 indique la croissance moyenne du PIB. La colonne 2 indique la contribution de la croissance des exportations à la croissance du PIB, la colonne 3 indique l'effet « pur » des termes de l'échange, et la colonne 4 la contribution des flux et transferts réels de capital à la croissance du PIB. La différence entre la croissance réelle du PIB et la somme des trois éléments indiqués dans le tableau est le quatrième élément, à savoir le résidu mentionné ci-dessus (y compris les erreurs et manquants).

Encadré 21 (suite)

TABLEAU 11 DE L'ENCADRÉ. CONTRIBUTION DE LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS, DES VARIATIONS DES TERMES DE L'ÉCHANGE, ET DES FLUX ET TRANSFERTS RÉELS DE CAPITAUX À LA CROISSANCE RÉELLE DU PIB DANS CERTAINS PMA, 1975-2003^a
(Pourcentage annuel)

	Taux de croissance annuel moyen du PIB	Contribution moyenne de/des ^b :		
		Croissance des exportations $w_1 x / \pi$	Variations des termes de l'échange réels $(p_{at} - p_{ft} - e_t) / \pi$	Flux et transferts réels de capitaux $w_2 (c_t - p_{at}) / \pi$
Bangladesh	4,3	+3,0	+1,2	+0,9
Bénin	4,0	+0,8	+0,3	+0,4
Burkina Faso	3,8	+0,5	+1,4	-1,0
Burundi	1,7	+6,9	-6,0	+2,5
Éthiopie	3,1	+2,5	-7,0	+1,8
Gambie	3,6	+4,2	-3,4	+11,3
Haïti	0,5	+1,8	-3,7	+2,7
Lesotho	4,0	+3,4	-4,1	-3,9
Madagascar	0,9	+0,1	+0,2	+1,4
Malawi	3,3	+7,9	-7,4	+24,8
Mali	3,4	+1,9	-0,9	-0,9
Mauritanie	3,7	-0,9	+0,8	+3,0
Ouganda	5,4	+2,6	-4,5	-2,4
Rwanda	4,2	+6,7	10,8	+1,3
Sénégal	3,0	+7,0	-5,4	+3,9
Sierra Leone	-0,4	+0,5	-4,1	+5,3
Togo	2,3	+1,4	+1,7	+4,6
Zambie	1,1	+0,4	-0,5	+2,2

a Selon la disponibilité des données; les périodes effectives par variable et par pays peuvent être différentes.

b La somme des contributions n'est pas égale au taux de croissance annuel moyen du PIB du fait que tous les flux de capitaux ne sont pas comptabilisés, ainsi qu'en raison de la présence de données erronées.

Source : Pacheco-López (2005b).

¹ On trouvera un récapitulatif à jour de la littérature sur ce sujet dans McCombie et Thirlwall (2004).

² Les dites périodes diffèrent d'un pays à l'autre en fonction de la disponibilité des données.

pourra être compensé par des flux financiers privés est de l'ordre de 2 à 3 % (Thirlwall, 2003).

Chacune des composantes de la demande contient une part d'importations, qui est essentielle pour la poursuite de l'activité économique et du développement en cours, et les pays ont besoin de devises pour payer ces importations. En général, ce sont les recettes d'exportation qui sont la source la plus importante (et en bien des manières la plus souhaitable) de devises. Toutefois, si le taux de croissance des exportations ne suffit pas à assurer un approvisionnement suffisant en devises, le pays est contraint de chercher à attirer des flux de capitaux pour financer la différence entre la valeur des importations et les avoirs en devises que procurent les exportations; si cela ne se produit pas, il faut parvenir à maîtriser la demande sur le long terme pour assurer l'équilibre de la balance des paiements.

Le graphique 53 montre que le déficit commercial des PMA, pour ce qui est des biens et services, s'est aggravé entre 1985 et la fin des années 90, les

TABLEAU 57. CHANGEMENTS MOYENS DES TERMES DE L'ÉCHANGE EN VALEUR NOMINALE, DU TAUX DE CHANGE NOMINAL, ET DES TERMES RÉELS DE L'ÉCHANGE DANS CERTAINS PMA, ENTRE DIVERSES PÉRIODES^a

(Moyenne annuelle, pourcentage)

PMA	Termes de l'échange, valeur nominale ^b	Taux de change, valeur nominale ^c	Termes réels de l'échange ^b
Bangladesh	+8,2	-6,2	+2,0
Bénin	+6,8	-6,1	+0,7
Burkina Faso	+9,8	-7,1	+2,7
Burundi	+8,1	-12,8	-4,7
Éthiopie	+7,0	-15,5	-8,5
Gambie	+8,4	-10,6	-2,2
Haïti	+9,1	-17,0	-7,9
Lesotho	+10,7	-14,0	-3,3
Madagascar	+15,7	-15,0	+0,7
Malawi	+18,0	-21,0	-3,0
Mali	+3,1	-4,4	-1,3
Mauritanie	+9,5	-8,1	+1,4
Ouganda	+48,4	-56,3	-7,9
Rwanda	+15,7	-7,9	+7,8
Sénégal	+3,7	-6,5	-2,8
Sierra Leone	+33,4	-41,8	-8,4
Togo	+8,4	-6,2	+2,2
Zambie	+53,0	-54,4	-1,4

Source: Adapté de Pacheco López (2005b).

a Disponibilité de données: Bangladesh (1976 2002), Bénin (1976–2002), Burkina Faso (1980 2002), Burundi (1979 2002), Éthiopie (1982 2002), Gambie (1976 1994), Haïti (1976 2002), Lesotho (1981 2002), Madagascar (1976 2002), Malawi (1976 1984, 1986 2000), Mali (1986 1996), Mauritanie (1986 2002), Ouganda (1983 2002), Rwanda (1976 1979, 1981 2002), Sénégal (1976 2001), Sierra Leone (1976 1986, 1989 1993, 1995 2002), Togo (1976, 1978 2002) et Zambie (1976 1978, 1980 1982, 1984 1986, 1990 1997).

b + indique une amélioration et - une dégradation.

c + indique une appréciation et - une dépréciation.

importations ayant progressé plus vite que les exportations. Il s'est par la suite produit une amélioration, mais elle est principalement le fait des PMA exportateurs de pétrole. Dans le groupe des PMA non exportateurs de pétrole, le déficit commercial pour ce qui est des biens et services s'est établi en moyenne à 9 % du PIB en 2003. Cela suggère que les PMA en général, et les PMA non exportateurs de pétrole en particulier, ont fortement mis à contribution les flux et les transferts de capitaux pour financer leurs importations de biens et services.

Constatant que la croissance des exportations n'a pas suffi pour financer les éléments d'importation nécessaires au développement économique des PMA, Pacheco-López (2005b) utilise une version du modèle de croissance soumise à la contrainte extérieure élargie aux flux et transferts de capitaux, ce pour un échantillon de 18 PMA (voir à l'encadré 21 le descriptif technique du modèle).

Il a été constaté que la croissance des exportations a contribué positivement à la croissance du PIB de tous les pays excepté la Mauritanie, où le taux de croissance des exportations a été négatif. Le taux de croissance des exportations a dépassé le taux de croissance du PIB dans sept des 18 pays. Dans les 11 autres pays, la croissance effective du PIB a été ralentie soit par un effet négatif «pur» des termes de l'échange, soit par une croissance des flux et transferts de capitaux plus lente que celle des exportations. L'effet «pur» des termes de l'échange sur la croissance peut être estimé comme étant la somme du taux d'évolution des termes nominaux de l'échange (exprimé par le ratio prix intérieurs/prix étrangers) et du taux d'évolution du taux de change nominal

ENCADRÉ 22. FLUX ET TRANSFERTS DE CAPITAUX DANS LES PMA

Dans les PMA, les flux et transferts de capitaux financent l'excédent des importations sur les exportations. Les types principaux de flux et transferts de capitaux sont les suivants: APD nette, apports nets d'IED, prêts privés nets, rapatriements de salaires, paiements d'intérêts (facteur négatif) et autres flux (non signalés ici). Le tableau 12 ci après indique la part moyenne de l'APD nette, des apports nets d'IED, des prêts privés nets, des rapatriements de salaires, et des paiements d'intérêts dans le PIB de chaque pays. Pour tous les pays, la part des flux d'APD est de loin la plus grande. On observera que, pour beaucoup de pays, la part des flux d'aide publique au développement à elle seule dépasse le montant cumulé des flux entrants de capitaux, ce qui signifie que les flux entrants nets d'aide publique au développement financent non seulement le déficit de la balance des paiements, mais aussi des flux sortants de capitaux " vraisemblablement la fuite de capitaux privés.

TABLEAU 12 DE L'ENCADRÉ. FLUX ET TRANSFERTS DE CAPITAUX, EN PART DU PIB, 1975-2003^a
(Moyenne en pourcentage)

	APD NETTE	Apports nets d'IED	Prêts privés nets	Rapatriements de salaires	Paiements d'intérêts
Bangladesh	4.4	0.2	0.1	3.3	0.4
Bénin	10.3	1.6	1.5	4.3	1.0
Burkina Faso	13.4	0.2	0.1	5.3	0.7
Burundi	16.7	0.2	-0.1	..	1.0
Éthiopie	11.6	n.a.	0.6	..	0.8
Gambie	27.8	2.6	0.3	..	2.0
Haïti	9.0	0.4	0.3	6.0	0.5
Lesotho	15.1	2.5	0.7	..	1.8
Madagascar	9.3	0.5	0.5	0.2	1.5
Malawi	21.2	0.4	0.1	..	2.2
Mali	19.4	0.7	-0.1	4.3	1.1
Mauritanie	23.8	0.5	0.0	0.9	3.6
Ouganda	11.4	2.3	0.1	..	0.6
Rwanda	17.3	0.6	0.0	0.1	0.4
Sénégal	12.0	0.7	0.1	2.3	2.2
Sierra Leone	13.7	-0.5	0.3	..	1.2
Togo	10.6	2.0	1.9	1.4	2.1
Zambie	17.4	2.1	0.1	..	3.0

Source: D'après Pacheco López (2005b).

a Selon la disponibilité des données; les périodes effectives par variable et par pays peuvent être différentes.

(exprimé par le prix en monnaie locale de l'unité de monnaie étrangère). Le tableau 57 montre que bien que les termes nominaux de l'échange se soient améliorés en moyenne sur les trois dernières décennies, la dépréciation des monnaies des PMA en regard du dollar des États-Unis a effacé tous les effets positifs de cette évolution. Onze pays Burundi, Éthiopie, Gambie, Haïti, Lesotho, Malawi, Mali, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone et Zambie ont été victimes de termes de l'échange réels défavorables; et dans huit de ces pays l'effet négatif des termes de l'échange explique en partie pourquoi la croissance du PIB est inférieure à la contribution combinée de la croissance des exportations et des flux et transferts réels de capitaux. L'effet négatif «pur» des termes de l'échange s'explique en grande partie par la dépréciation des taux de change nominaux qui coïncide avec l'exécution des programmes d'ajustement structurel entre la fin des années 80 et le début des années 90.

Bien que les termes nominaux de l'échange se soient améliorés en moyenne sur les trois dernières décennies, la dépréciation des monnaies des PMA en regard du dollar des États-Unis a effacé tous les effets positifs de cette évolution.

Les flux de capitaux jouent un rôle important dans le processus de croissance des PMA. Souvent les flux et transferts de capitaux couvrent près de 50 % des importations. La croissance des flux et transferts financiers réels contribue

TABLEAU 58. CONTRIBUTION DE DIVERS FLUX ET TRANSFERTS DE CAPITAUX À LA CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DU PIB, EN VALEUR RÉELLE, DANS CERTAINS PMA, 1975-2003^a
(Pourcentage)

	Croissance du PIB	Contribution de :				Effets négatifs des paiements d'intérêts sur la croissance ^c
		APD nette ^b	Flux nets d'IED ^b	Prêts privés nets ^b	Rapatriements de salaires ^b	
Bangladesh	4,3	-0,5	0,7	-0,3	1,4	0,1
Bénin	4,0	0,4	1,2	0,6	0,2	0,2
Burkina Faso	3,8	-0,1	-5,1	6,7	-0,4	0,1
Burundi	1,7	1,7	-43,2	1,6	..	-0,1
Éthiopie	3,1	3,7	..	-4,1	..	0,1
Gambie	3,6	4,5	..	2,2	..	2,4
Haïti	0,5	10,4	0,1	2,4	-0,1	1,4
Lesotho	4,0	-0,5	1,9	-1,4	..	0,0
Madagascar	0,9	-0,1	0,1	3,3	1,0	0,6
Malawi	3,3	-11,4	..	2,1	..	-1,2
Mali	3,4	-0,7	6,9	5,6	0,0	0,8
Mauritanie	3,7	0,6	0,6	0,4	1,5	-0,1
Rwanda	4,2	-0,7	1,0	-9,0	0,4	0,3
Sénégal	3,0	3,5	19,7	5,1	1,2	1,1
Sierra Leone	-0,4	-2,6	-13,0	-0,1	..	0,0
Togo	2,3	0,6	3,9	-0,2	4,2	0,5
Ouganda	5,4	-9,1	9,7	0,8	..	-0,8
Zambie	1,1	-3,3	-0,7	11,7	..	-0,6

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Pacheco López (2005b).

a Selon la disponibilité de données; les périodes changent selon les variables et les pays.

b Le signe moins indique que le flux concerné a eu un impact négatif sur la croissance du PIB réel.

c Le signe moins indique que les paiements d'intérêts ont diminué.

positivement à la croissance du PIB dans 14 des 18 pays de l'échantillon. Dans ces pays, la croissance des flux et transferts financiers réels contribue davantage à la croissance du PIB que la croissance des exportations. C'est là une mesure de la dépendance des PMA vis-à-vis de ces flux financiers pour financer leurs importations. Si l'on ventile les flux entre APD nette, IED net, prêts privés nets, rapatriements de salaires et paiements d'intérêts, il devient possible de déterminer quelle catégorie a la part la plus grande dans le total des flux et transferts (voir l'encadré 22). Il est toutefois encore plus révélateur d'examiner la contribution de la croissance réelle de chacun de ces éléments à la croissance de PIB⁶. Le tableau 58 indique le taux de croissance réel du PIB et les contributions respectives à la croissance économique de l'APD nette, des flux nets d'IED, des prêts privés en valeur nette, des rapatriements de salaires et des remboursements d'intérêts sur les prêts privés nets, ce pour les périodes pour lesquelles on dispose de données. Ainsi apparaît ce qui suit :

- La croissance de l'APD nette, en valeur réelle, a contribué positivement à la croissance du PIB dans huit des 18 pays. Dans les autres pays, les flux nets réels d'APD doivent avoir baissé en moyenne, avec pour effet une contribution négative de la croissance réelle nette de l'APD à la croissance du PIB⁷;
- À partir des données incomplètes dont on dispose concernant les apports nets d'IED, les prêts privés nets et les rapatriements de salaires vers les PMA, la croissance réelle de l'IED a contribué positivement à la croissance du PIB pour 11 des 15 pays pour lesquels des données sont disponibles; la croissance des prêts privés nets réels a contribué positivement à la croissance dans 12 des 18 pays; la croissance des

rapatriements de salaires, en valeur réelle, a contribué positivement à la croissance du PIB dans huit des 10 pays pour lesquels des données sont disponibles; et le paiement des intérêts réels sur les prêts a contribué négativement à la croissance dans six des 18 pays. Il est intéressant de noter que c'est seulement dans trois pays sur les 18 que la croissance de tous les types de flux a été positive simultanément. Dans les autres pays, les incidences de ces différents flux se sont compensées.

Ces résultats mettent en lumière la dépendance de la majorité des PMA vis-à-vis des flux entrants de capitaux, que ce soit sous forme d'APD, d'IED, de prêts privés ou de rapatriements de salaires pour alimenter la croissance.

Les observations et résultats présentés ci-dessus ne sont pas sans incidences notables sur les choix de politique économique. En premier lieu il est clair, vu le volume des déficits, que la croissance économique des PMA est obérée par la situation de la balance des paiements. La plupart des PMA ont des déficits de compte courant, qui doivent être financés par les flux et transferts de capitaux. Mais quand ces derniers ne sont pas suffisants, ou quand ils sont volatils et manifestent de fortes fluctuations, certains éléments de la demande peuvent devoir être limités en raison de leur teneur en importations. Une autre manière d'aborder cette question pourrait consister à s'interroger sur la durabilité des taux de croissance réels du PIB dans les PMA. Vu la mesure dans laquelle les importations sont financées par des apports de capitaux et des transferts, il est hautement vraisemblable que certains de ces pays ne pourraient pas avoir les taux de croissance économique qu'ils affichent sans ces flux et transferts.

En second lieu, les tentatives des PMA de croître plus rapidement en se concentrant sur l'offre n'aboutiront pas sauf si, dans le même temps, des réformes liées à l'offre viennent lever la contrainte que fait peser la balance des paiements sur la demande, donc renforcent la croissance des exportations et réduisent l'élasticité revenu de la demande d'importations. L'accroissement de la capacité d'offre sans augmentation concomitante de la demande aurait pour effet une sous-utilisation supplémentaire des ressources. Les réformes liées à l'offre devraient s'attacher à améliorer la performance du secteur des biens marchands, en mettant un accent tout particulier sur le renforcement de la croissance des exportations, en augmentant l'élasticité revenu de la demande d'exportations, et en réduisant l'élasticité revenu de la demande d'importations. Comme on l'a vu au chapitre 3, les produits de base dominant dans la composition des exportations des PMA, or ces produits manquent en général de dynamisme sur les marchés.

E. Conclusions

Le stimulus de la demande est d'une importance critique pour le développement des capacités productives⁸. C'est lui qui anime le processus central par lequel se développent les capacités productives l'accumulation de capital, le progrès technologique et le changement structurel. En outre c'est la demande effective qui fait que les capacités productives sont pleinement utilisées. Une bonne compréhension des différents éléments de la demande et des contraintes qui s'appliquent à leur croissance est donc essentielle pour tout débat sur la politique à mener pour développer les capacités productives. Ce qui est perçu comme constituant des contraintes liées à l'offre ne saurait être disjoint des contraintes liées à la demande.

Ces résultats mettent en lumière la dépendance de la majorité des PMA vis-à-vis des flux entrants de capitaux, que ce soit sous forme d'APD, d'IED, de prêts privés ou de rapatriements de salaires, pour alimenter la croissance.

Les réformes liées à l'offre viennent lever la contrainte que fait peser la balance des paiements sur la demande, donc renforcent la croissance des exportations et réduisent l'élasticité-revenu de la demande d'importations.

Ce chapitre aura montré que c'est l'expansion de la demande intérieure qui contribue au premier chef à la croissance économique dans la plupart des PMA. Cette observation, qui repose sur un échantillon de 15 PMA sur la période 1993-2003, reproduit et confirme une conclusion analogue fondée sur l'étude d'un échantillon différent de PMA, réalisée en utilisant une méthodologie différente et citée dans le rapport précédent sur les PMA (CNUCED 2004: 143-148). Par ailleurs elle confirme une tendance identifiée dans une analyse antérieure des schémas de croissance, qui montrait qu'au stade initial du processus de développement, l'expansion de la demande intérieure contribue à raison d'à peine moins de 75 % à la croissance économique dans les pays orientés tant vers la petite production primaire que vers la petite production manufacturière (Chenery, Robinson et Syrquin, 1986).

Vu que la demande intérieure est un facteur puissant de croissance économique, sa faible croissance constitue une contrainte importante pour le développement des capacités productives dans la plupart des PMA.

Vu que la demande intérieure est un facteur aussi puissant de croissance économique, sa faible croissance constitue une contrainte importante pour le développement des capacités productives dans la plupart des PMA. Une demande intérieure morose, qui est signe de pauvreté généralisée et persistante, perturbe fondamentalement le climat de l'investissement dans ces pays. Chercher à améliorer le climat en vue de l'investissement doit être un objectif important de la politique économique. Mais l'orientation générale de l'analyse des politiques en matière d'investissement, qui conduit souvent à se concentrer sur les contraintes gouvernementales et les complications bureaucratiques, ne porte que sur une petite partie du problème. Elle ignore la stimulation de l'activité économique qui peut être étouffée par une réglementation excessive. La vitalité de la demande intérieure doit également être prise en considération. La considérer comme allant de soi revient à ignorer la moitié du tableau. Certes, l'offre crée la demande; mais la demande induit l'offre.

Parce que la part de l'agriculture dans le PIB et dans l'emploi total est élevée dans la plupart des PMA, les tendances de la demande intérieure sont étroitement liées à ce qui se produit dans le secteur agricole, ainsi qu'à la nature des liaisons entre l'agriculture et le reste de l'économie. À cet égard, nous avons montré dans ce chapitre que les effets de la croissance agricole sur la demande constituent en soi un mécanisme important de croissance et de réduction de la pauvreté. Au Viet Nam comme au Bangladesh, on constate que s'est mis en place un cercle vertueux qui veut que la stimulation de la demande que génère la croissance agricole induise l'investissement, l'entrepreneuriat et l'emploi dans des activités non agricoles, en particulier dans les services et biens non marchands. C'est ce cercle vertueux qui doit idéalement s'établir dans de nombreux PMA et qui doit être au centre des efforts visant à instaurer un processus plus inclusif de développement, capable de mener à une réduction durable de la pauvreté. Sans le stimulus de la demande intérieure de biens et services non marchands, il est difficile d'envisager une absorption productive de la main-d'œuvre en dehors du secteur agricole, laquelle, comme il a été montré plus tôt dans ce rapport, devient le tournant critique à négocier pour réduire la pauvreté dans un nombre de plus en plus grand de PMA.

Bien que la demande intérieure apporte une contribution déterminante à la croissance économique des PMA, les exportations comptent elles aussi. Il y a de multiples raisons liées à l'offre à cela. Mais les exportations comptent aussi parce que la croissance économique et la pleine utilisation des capacités productives subissent les contraintes de la balance des paiements. Chacune des composantes de la demande contient une part de facteurs importés qui est essentielle pour la poursuite des activités économiques présentes et leur expansion, et les pays ont besoin de devises pour payer ces importations. L'analyse de la situation des PMA dans cette perspective montre que la

croissance des exportations constitue une contribution positive. Mais le desserrement de la contrainte extérieure a été sérieusement réduit par la dégradation des termes réels de l'échange et par la dépréciation des taux de change. Il est par ailleurs manifeste que les flux et les transferts de capitaux jouent un rôle important dans les PMA pour atténuer la contrainte liée à la balance des paiements.

De façon générale l'analyse proposée dans le présent chapitre suggère que mettre l'accent de manière trop exclusive sur les exportations plutôt que sur la demande intérieure, ou vice-versa, ou sur le développement des capacités productives dans le domaine des produits marchands plutôt que celui des produits non marchands, ou l'inverse, risque fort d'être contre-productif. La croissance et la réduction de la pauvreté ont besoin des deux faces de la médaille. Mais ce qui est le plus fondamentalement important, c'est de faire en sorte que les facteurs liés à la demande soient enfin pris au sérieux dans les politiques de développement des capacités productives. Les politiques qui cherchent à mettre en place dans les PMA des remèdes passant par l'offre, sans porter l'attention voulue à la dynamique de la demande, risquent d'être vouées à l'échec.

Notes

1. Pour lesquels on dispose de données homogènes.
2. Idéalement, il conviendrait de défalquer tous les éléments correspondant à des importations dans C, I, G et X pour obtenir la valeur *effective* de la demande intérieure.
3. La demande cumulée peut se ventiler en contributions de la demande intérieure (DD), qui est la somme $C + I + G$, et des exportations nettes (NE), qui sont la différence entre les exportations et les importations ($X - M$) (Banque asiatique de développement, 2005).
4. Il en va de même pour d'autres pays en développement. Mellor (1999) applique ce modèle à l'Égypte.
5. Il existe maintenant tout un corpus d'études qui évaluent empiriquement le modèle de croissance soumise à la contrainte extérieure, soit individuellement, soit par groupes de pays en développement. Citons par exemple Moreno-Brid et Perez (1999) pour les pays d'Amérique centrale; Hussain (1999, 2001) pour les pays d'Asie de l'Est et les pays africains; Perraton (2003) pour plusieurs pays en développement; et Moreno-Brid (1998) et Pacheco-López (2005a) pour le Mexique.
6. La contribution de chacun des flux de capitaux à la croissance est calculée en multipliant le taux moyen de croissance de chacun des flux par sa part propre dans le financement des importations.
7. Ceci ne signifie pas que les flux d'APD ne contribuent pas au bien être et aux niveaux de vie. Mais dans une modélisation de la croissance il convient de distinguer entre le niveau des variables et leur taux de croissance. Leur niveau peut être positif alors que leur croissance est négative. Autre distinction dont il faut tenir compte, les variables exprimées en valeur nominale sont à distinguer des variables exprimées en valeur réelle.
8. La question de la stimulation de la demande occupe le centre du débat sur l'accès aux marchés; voir Fugazza (2004).

Bibliographie

- Banque asiatique de développement (2005). *Asian Development Outlook 2005, Developing Asia and the World*, Hong Kong (Chine).
- Bernabè, S. et Krsti, G. (2005). Labour productivity and access to markets matter for pro-poor growth. *Banque mondiale*, dans le contexte de la mise en œuvre du programme de travail pour une croissance favorable aux pauvres.
- Bhaduri A. et Skarstein, R. (2003). Effective demand and the terms of trade in a dual economy: A Kaldorian perspective, *Cambridge Journal of Economics*, 27(4): 583-595.
- Chenery, H., Robinson, S. et Syrquin, M. (1986). *Industrialization and Growth: A Comparative Study*. Banque mondiale, Washington DC.

- CNUCED (2004). *Rapport 2004 sur les pays les moins avancés – Commerce international et réduction de la pauvreté*, Genève. Publication des Nations Unies, numéro de vente F.00.II.D.21, Genève et New York.
- Delgado, C., Hopkins, J. et Kelly, V. (1998). *Agricultural Growth Linkages in Sub-Saharan Africa*. International Food Policy Research Institute, Research Report 107, Washington, DC.
- FAO (2002). Questions de politique commerciale liées aux tendances des importations agricoles dans le contexte de la sécurité alimentaire. CCP 03/10, Rome.
- FAO (2003). Les réformes du commerce et la sécurité alimentaire (http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/005/Y4671E/Y4671E00.HTM).
- Fei, J. C. et Ranis, G. (1997). *Growth and Development from an Evolutionary Perspective*, Blackwell (Royaume-Uni).
- Fugazza, M. (2004). Export performance and its determinants: Supply and demand constraints. Policy Issues in International Trade and Commodities Study Series, No. 26. UNCTAD/ITCD/TAB/27, Genève.
- Hirschman, A. (1958). *Strategy of Economic Development*. Ithaca: Cornell University Press.
- Hussain, M. N. (1999). The balance of payments constraint growth and growth rate differences among African and East Asian economies, *African Development Review*, June, 103-137.
- Hussain, M. N. (2001). "Exorcising the ghost": An alternate model for measuring the financing gap in developing countries, *Journal of Post Keynesian Economics*, 24(1): 89-124.
- McCombie, J. et Thirlwall, A. P. (2004). *Essays on Balance of Payments Constrained Growth: Theory and Evidence*. London: Routledge.
- Mellor, J. (1999). Faster, More Equitable Growth: the relationship between growth in agriculture and poverty reduction, *Agricultural Policy Development Project Research Report*, No. 4, Abt Associates Inc., Cambridge, Mass.
- Mellor, J. (2000). Agricultural growth, rural employment, and poverty reduction: Non-tradables, public expenditure and balanced growth. Paper prepared for the World Bank Rural Week 2000, "Poverty or Prosperity: Rural People in a Globalized Economy" 28-31 March.
- Mellor, J. (2002). The impacts of globalization on the role of agriculture. Paper presented at the Expert Consultation on Trade and Food Security "Conceptualizing the Linkages", 11-12 July 2002, Rome.
- Moreno-Brid J. C., (1998). "Balance of payments constrained economic growth: The Case of Mexico", *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, 207: 413-433.
- Moreno-Brid J. C. et Perez, E. (1999). "Balance of payments constrained growth in Central America", *Journal of Post Keynesian Economics*, 22(1): 131-147.
- Osmani S. R. et al. (2003). "The macroeconomics of poverty reduction: The case study of Bangladesh". Programme des Nations Unies pour le développement, Asia-Pacific Regional Programme on Macroeconomics of Poverty Reduction: Kathmandu. Polycopié.
- Osmani, S. R. (2005). *The Employment Nexus Between Growth and Poverty "An Asian Perspective"*, Sida Studies No. 15. Agence suédoise de coopération internationale au développement, Stockholm.
- Pacheco-López, P. (2005a). "The impact of trade liberalisation on exports, imports, the balance of payments and growth: The Case of Mexico", *Journal of Post Keynesian Economics*, 27(4): 595-619.
- Pacheco-López, P. (2005b). Testing the balance of payments constrained growth model for the least developed countries. Document de référence établi en vue du *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés*, CNUCED, Genève.
- Perraton, J. (2003). "Balance of payments constrained growth and developing countries: An examination of Thirlwall's hypothesis", *International Review of Applied Economics*, 17(1): 1-22.
- Thirlwall, A.P. (1979). "The balance of payments constraint as an explanation of international growth rate differences", *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, 128: 45-53.
- Thirlwall, A. P. (2003). *Trade, the Balance of Payments and Exchange Rate Policy in Developing Countries*. Cheltenham: Edward Elgar.
- Thirlwall, A. P. and Hussain, M. N. (1982). "The balance of payments constraint, capital flows and growth rate differences between developing countries", *Oxford Economic Papers*, 34: 498-509.
- Vogel, S. (1994). Structural changes in agriculture: Production linkages and agricultural demand-led industrialization, *Oxford Economic Papers*, 46: 136-156.